20 janvier 2004, Londres

Allocution à l'occasion du déjeuner offert par la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui.

Je tiens à remercier la Chambre de commerce Canada–Royaume-Uni, et tout particulièrement sa présidente, Madame Rosalyn Rahme, d'offrir ce déjeuner.

J'apprécie beaucoup votre chaleureuse hospitalité.

Permettez-moi de remercier aussi le nouveau délégué général du Québec à Londres, mon cher ami Monsieur George MacLaren, et le haut-commissaire, Monsieur Mel Cappe, qui ont participé avec enthousiasme à l'organisation de cette activité.

Je souhaite d'abord vous remercier d'être venus en si grand nombre. Je m'en réjouis d'autant plus que j'entreprends à Londres ma première visite en Europe en qualité de premier ministre du Québec. Il me fait particulièrement plaisir de me trouver dans la capitale financière de l'Europe et dans la capitale du premier partenaire commercial européen du Québec.

Le Royaume-Uni nous a montré la voie du commerce international. Il a été et continue d'être une inspiration pour nous. Le Royaume-Uni est en effet notre plus grand partenaire commercial, juste après les États-Unis, ce qui n'est certainement pas une surprise pour vous.

Beaucoup d'entre vous avez joué et continuez de jouer un rôle considérable dans la réussite de nos relations commerciales. Nous sommes depuis longtemps partenaires en matière de commerce et d'investissement. Des noms comme Rio Tinto, Rolls Royce et Standard Life viennent immédiatement à l'esprit comme exemples de cette longue relation d'affaires.

Mais le Québec et le Royaume-Uni sont partenaires sur un autre plan. Nous partageons en effet la tradition du parlementarisme et des institutions britanniques. Ce lien date du XVIII^e siècle et reste très visible derrière les institutions politiques québécoises.

Le parlement du Québec s'est réuni pour la première fois en 1792; c'est donc l'une des plus vieilles démocraties du monde. Le Québec est un lieu unique. Nous sommes fiers de notre langue et de notre culture.

Nous nous sommes épanouis dans ce qui était jadis l'Amérique du Nord britannique. Nous prospérons maintenant dans ce que nous appelons de plus en plus souvent les Amériques.

Nous prospérons en dépit de tout ce qui menace la survie de la langue française et de notre culture. De ce fait — je dirais de cet exploit — découle une responsabilité, à la fois morale et historique : celle de travailler activement à la protection de la diversité culturelle pour que survivent, justement, notre langue et notre culture.

Comme Québécois, nous sommes fiers de notre langue et de notre culture que nous avons su faire fleurir sur le continent nord-américain, défiant la loi du nombre et du temps. C'est pourquoi le gouvernement du Québec compte parmi les nombreux promoteurs, de tous les continents et de nombreuses cultures, d'un accord international sur la diversité culturelle sous les auspices de l'UNESCO.

Un tel accord garantirait aux États et aux gouvernements le droit d'élaborer et d'appliquer des politiques de soutien de la culture sous toutes ces formes. La promotion de la diversité culturelle nous tient vraiment à cœur. À cette mission, nous apportons – je le précise avec fierté – des références impeccables sur le plan du libre-échange. Comme chacun sait et, à plus forte raison, nos partenaires commerciaux, les Québécois figurent parmi les plus ardents défenseurs du libre-échange au Canada, depuis d'ailleurs quelque temps déjà.

Nous sommes très favorables à la libéralisation des échanges commerciaux dans les Amériques, par-delà l'Atlantique et dans le monde entier. Les Québécois défendent le libre-échange avec enthousiasme, peut-être par vertu mais certainement par nécessité.

L'économie québécoise contemporaine est tout à fait intégrée à l'économie nord-américaine et, de plus en plus, à l'économie mondiale. Près de 60 % de notre PIB sont exportés, soit 20 % vers les autres provinces canadiennes, 32 % vers le marché américain et 8 % ailleurs. Le chiffre de nos exportations et notre présence substantielle sur les marchés d'Amérique du Nord et du monde doivent beaucoup à la diversification de notre économie.

Nous jouissons en effet d'une économie post-industrielle dans laquelle le secteur des services, à 70 % du PIB, joue un rôle de premier plan; où le secteur manufacturier représente 27 % et les ressources naturelles, 3 %. Mais ces 3 % ne doivent pas induire en erreur : le Québec reste un important producteur mondial de ressources naturelles, depuis l'aluminium jusqu'au papier journal.

Nous bénéficions aussi d'une abondante source d'énergie propre, peu coûteuse et renouvelable. Grâce à une nature généreuse, en effet, presque toute notre électricité est de source hydraulique. Surtout, l'économie québécoise est axée sur l'innovation et la haute technologie.

Ainsi, par rapport au Canada dans son ensemble et malgré une population de moins 25 % du total, le Québec représente :

38 % de toutes les activités en technologie de l'information,

44 % de toutes les exportations du domaine de la haute technologie,

50 % de l'industrie pharmaceutique,

55 % de la production aérospatiale,

60 % des cabinets d'ingénieurs professionnels.

La production aérospatiale illustre d'ailleurs fort bien l'évolution de notre économie, en plus d'être un excellent exemple de partenariat entre notre province et le Royaume-Uni.

Beaucoup d'entre vous fréquentent régulièrement le salon international de Farnborough. Vous connaissez donc la position du Québec en aérospatiale. En ce domaine, Montréal est l'un des trois plus grands centres mondiaux, derrière Seattle et Toulouse. Le secteur regroupe 260 entreprises, telles Bombardier, et emploie 40 000 travailleurs qualifiés. La production est exportée à 80 %. Les industries qui reposent sur un savoir pointu ont accru la part du PIB attribuable au secteur privé, le portant de 18 % en 1983 à 24 % en 2000.

Depuis 1990, le nombre d'entreprises qui effectuent de la recherche-développement a plus que doublé. Cette croissance a fait de Montréal l'un des principaux centres de haute technologie de la nouvelle économie. Une étude menée récemment par PricewaterhouseCoopers classe d'ailleurs Montréal au quatrième rang d'Amérique du Nord pour ce qui est du nombre d'emplois par personne dans les secteurs de la haute technologie.

Je le disais plus tôt : le Royaume-Uni est notre principal partenaire commercial en Europe. Cette relation est à la fois bien établie et fort diversifiée. Elle repose sur des échanges bilatéraux de 5,7 milliards de dollars canadiens, soit deux fois le chiffre des échanges annuels entre le Royaume-Uni et la Californie.

En effet, malgré une population cinq fois plus grande que celle du Québec, la Californie commerce moins avec le Royaume-Uni que nous le faisons. L'économie québécoise est très compétitive; notre situation fait de nous une porte d'accès en Amérique du Nord.

Notre infrastructure est moderne et bien développée. Une étude récente du groupe KPMG confirme que les coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises au Québec sont parmi les plus faibles de tous les grands pays industrialisés.

Et selon l'étude que fait annuellement la société Mercer de la qualité de vie dans plus de 200 villes, Montréal n'est jamais bien loin du premier rang. Le Québec a aussi la chance de pouvoir compter sur une main-d'œuvre très compétente. Plus de la moitié de la population de la grande région de Montréal est bilingue et 16 % des Québécois parlent une troisième langue. Cette combinaison unique d'un leadership dans les secteurs de haute technologie, d'une énergie fiable à des prix concurrentiels, de l'intégration au marché nord-américain et d'une main-d'œuvre très qualifiée explique le succès de l'économie québécoise.

Notre défi consiste maintenant à tirer le meilleur parti de ces formidables avantages. Mon gouvernement croit fermement à l'importance d'une administration rentable et focalisée sur l'essentiel.

Je crois que nous pouvons faire plus en faisant mieux et différemment. Il faut entre autres nous pencher sur le vieillissement de la population, qui va forcément accroître la pression sur les services publics, et notamment les services de santé.

Notre premier budget est plus propice à l'investissement et aux affaires. Nous avons réduit l'impôt sur le capital et 70 % des entreprises du Québec en sont maintenant exemptées. Nous offrons toujours les meilleurs programmes d'Amérique du Nord sur le plan des encouragements fiscaux à la recherche-développement.

Nous allons continuer de hausser le niveau de vie des Québécois et de stimuler l'investissement du secteur privé. Déjà, il y a au Québec d'importants fonds de placement et de grands investisseurs.

La moitié des sociétés de capitaux à risque de tout le Canada sont établies au Québec. Nous avons aussi une abondance d'investisseurs à l'affût de partenariats avec des sociétés de capitaux à risques d'Amérique du Nord et d'Europe.

Ce qu'il nous faut maintenant, ce sont de grands investisseurs du secteur privé, aux intérêts diversifiés en matière de risque, pour le financement de deuxième et de troisième rondes. Notre message aux investisseurs à la recherche de rendements attrayants est celui-ci : les règles du jeu sont les mêmes au Québec qu'ailleurs; les mêmes qu'à New York et, certainement, à Londres.

En affaires, nous parlons la même langue. Nous voulons augmenter encore notre taux de croissance économique pour que le gouvernement puisse se concentrer davantage sur ses principales missions : la santé et l'éducation.

Nous sommes en train de renouveler l'administration publique. Nous décentralisons, nous encourageons les partenariats entre secteurs public et privé et nous allons créer une administration en ligne. Bref, autant de conditions essentielles à une prospérité plus grande encore.

Le Royaume-Uni est un chef de file de la mise en œuvre, de l'évaluation et du renouvellement de l'administration, qu'il s'agisse d'entreprises ou de gestion publique. Nous avons beaucoup à apprendre et à gagner de l'expérience britannique. Ces changements marquent le début d'une nouvelle ère de coopération entre le Québec et ses partenaires de la fédération canadienne.

Nous croyons en effet que la fédération canadienne est un environnement politique, économique et social propice à la prospérité québécoise. En cette époque de mondialisation économique où la protection de l'environnement et la sécurité gagnent en importance, nous avons tout intérêt à bâtir des alliances.

Et tout comme nous souhaitons renouveler le Québec, nous tenons à être au premier plan du renouvellement du Canada. Le tout nouveau Conseil de la fédération, né de la nécessité d'intensifier la coopération, ouvre la voie à une fédération canadienne plus efficace et plus souple.

Au carrefour des traditions britannique et française, le Québec ne sera jamais une province comme les autres. Notre histoire, notre langue, notre culture, nos institutions et notre système juridique concourent à notre particularité.

Le Québec vit une période de grands changements. Des changements qui nous permettent de tirer parti de nos forces et de réaffirmer les valeurs de notre société. Des changements qui donnent un nouvel élan à la création de richesses, qui vont consolider nos alliances avec le Royaume-Uni et améliorer nos relations au-delà de l'Atlantique et partout sur la planète.

Je vous remercie.